

De la question berbère au dilemme kabyle

Thèse soutenue, le 5 juin 2002, devant un jury composé d'éminents spécialistes de l'Afrique du Nord : MM. Salem Chaker (professeur à l'INALCO), Claude Bontems (professeur à l'université de Paris XI) et Roger Tebib (professeur à l'université de Reims). Mention très honorable avec les félicitations à l'unanimité.

Le présent travail porte sur un sujet politique d'«actualité» mais peu connu du grand public. Il s'agit d'élucider la nature et les perspectives de recomposition de la question berbère en Afrique du Nord (Algérie et Maroc), notamment en Kabylie qui représente indiscutablement le point d'incandescence des revendications ethnolinguistiques berbères, comme l'atteste la «guerre» qui l'oppose depuis plus d'un an au pouvoir central d'Alger. L'essentiel de la démarche ici adoptée consiste à reconstituer dans le temps et dans l'espace le processus de sédimentation et d'agrégation du berbérisme, un courant idéologique agissant dans les sociétés maghrébines, mais curieusement négligé par les politologues. Ils ont, pour la plupart d'entre eux, été captés par l'islamisme politique - il est vrai qu'il a des conséquences géopolitiques plus importantes -, laissant de côté toutes les autres dynamiques sociopolitiques à l'oeuvre dans ces sociétés.

Le corps de ce travail s'articule en trois parties. La première traite des origines du berbérisme, de son double lien avec l'acculturation française en contexte colonial et les mouvements de libération nationaux maghrébins. Expression politique récente, le berbérisme se situe au confluent de deux faits : l'incorporation par les élites kabyles - elles sont à l'avant-garde de ce combat - de tout un discours colonial spécifique sur les Berbères et l'incapacité des nationalismes maghrébins d'intégrer en leur sein les sensibilités berbéristes qui étaient pourtant à leur source. C'est dans cet «entre deux» que le berbérisme prend corps.

La deuxième partie étudie la sécularisation du berbérisme dans le champ politique maghrébin d'après 1988-1989. Elle pose la question de savoir si ce courant, qui fait son irruption à partir de 1980, est un épiphénomène toléré voire encouragé par les États dans la seule perspective d'endigement de l'islamisme, ou bien, au contraire, s'il s'agit d'un phénomène inéluctable, voué à se consolider. Visiblement, deux tendances diamétralement opposées se dégagent. Une nette tendance à l'intégration par l'arrimage des courants berbéristes nationaux aux marchés politiques et ou à l'appareil militaro-administratif. Une tendance plus récente, dont l'audience est pour l'heure difficilement évaluable, qui préconise des solutions de type autonomiste ou fédéraliste (Kabylie).

La troisième partie met en évidence les dynamiques de recomposition inédites du berbérisme. Entre transnationalisation, diasporisation et internationalisation, la question berbère présente depuis peu des signes nets d'autonomisation vis-à-vis de l'«intérieur». La «délocalisation» de la problématique berbère est perceptible à travers l'émergence d'une «diaspora» en quête de porte-parole. Depuis la création du Congrès mondial amazigh (CMA) en 1995, les militants berbéristes en exil en Europe tentent d'investir les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme et des minorités. En outre, la communauté kabyle en France est de plus en plus impliquée aux côtés des mouvements régionalistes favorables à la ratification par la France de Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

Au terme de ce travail nous pensons que la question berbère, initialement confinée au seul cadre nationale - celui de la reconnaissance par les États - prend de plus en plus une tournure subnationale et internationale. Si le risque d'une déflagration régionale généralisée est infime dans l'immédiat, toujours est-il qu'il reste virtuellement possible à plus ou moins long terme. Le dénouement de cette question dépendra de :

- la propension des États à prendre en charge institutionnellement les revendications berbéristes en reconnaissant le tamazight comme une langue officielle et/ou en concédant des statuts politiques spécifiques aux régions les plus irrédentistes.

- une alliance politique entre islamistes et conservateurs/militaires qui exclurait la sensibilité berbériste des affaires politiques
- une accession toujours possible des islamistes au pouvoir, même si, compte tenu de la conjoncture internationale actuelle, ce scénario semble de plus en plus improbable.